



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 5

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Côte d'Ivoire pour 2021

Document d'action « Facilité de Coopération UE – Côte d'Ivoire »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Facilité de Coopération UE – Côte d'Ivoire Numéro CRIS : NDICI AFRICA/2021/43263 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	<input checked="" type="checkbox"/> Non applicable <input type="checkbox"/> En soutien à une initiative Team Europe (inter alia)
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée en République de Côte d'Ivoire
4. Document de programmation	Programme Indicatif pluriannuel en Côte d'Ivoire 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	3. Mesures d'appui : 3.2 Facilité de coopération Créer les conditions pour la mise en œuvre optimale des Team Europe Initiatives (TEI), le renforcement du Dialogue Politique et du Partenariat International entre la Côte d'Ivoire et l'UE.
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Non applicable
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal: 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs)
8 a) Code (s) CAD ¹	15110 – Politique secteur public et gestion de l'administration (60 %)

¹ <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/dacandcrscodelists.htm>

	99820 - Promotion de la sensibilisation au développement (25 %) 16066 – Culture – (5 %) 43010- Multi-secteurs 10 %			
8 b) Principal canal de distribution @	11003 – Entreprises publiques 12003 – Private corporations 12004 – Autres entité publique dans le pays bénéficiaire			
9. Objectifs de dépenses	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	entrepreneuriat numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	création d'emplois		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	compétences/compétences numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	services numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Connectivité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Tags: transports		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	contacts interpersonnels		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	énergie		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	(méthodologie en cours de développement)			
	Réduction des inégalités	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	(méthodologie en cours de développement)			
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: 8 200 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE 8 200 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)²	Modalité de projet Gestion directe par : - Subventions, - Subventions de jumelage - Marchés publics			
14. Type de mesures	<input checked="" type="checkbox"/> Facilité de coopération <input type="checkbox"/> Mesures en faveur de la société civile			

1.2 Résumé de l'Action

<p>L'action contribuera au renforcement du Partenariat Union Européenne (UE) - République de Côte d'Ivoire dans les domaines d'intérêt commun.</p> <p>Pour ce faire l'action déploiera les moyens nécessaires pour :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Améliorer la préparation et la mise en œuvre du Programme Indicatif pluriannuel (PIP) de coopération UE- Côte d'Ivoire, ainsi que les complémentarités avec les programmes multinationaux ou régionaux ; 2. Contribuer à une meilleure connaissance des problématiques générales du pays et de la coopération en particulier en vue d'un dialogue politique mieux informé et coordonné avec les autres partenaires techniques et financiers ;
--

² Art. 27 NDICI

3. Renforcer l'efficacité de la coopération et du dialogue stratégique entre l'UE et les parties prenantes en Côte d'Ivoire (y inclus les partenaires qui participent aux TEIs) ;
4. Soutenir l'amélioration du climat des affaires, y compris à travers une assistance technique ;
5. Faciliter la mise en œuvre du Plan d'Action Genre (PAG) III, de la stratégie de droits humains et démocratie sous tous ses aspects tant politiques qu'opérationnels (intégration des l'approche basée sur les droits, genre etc.)
6. Communiquer et informer sur les objectifs globaux de l'Union européenne dans le monde, en Afrique et en Côte d'Ivoire (y compris sur les projets de coopération financés par l'UE, dont les TEI) ;
7. Promouvoir le programme d'échange d'étudiant Erasmus mundus ;
8. Promouvoir des modalités de coopération innovantes à travers les Twinning et/ou le TAIEX.

L'action permettra de mobiliser de l'assistance technique, de réaliser des études, d'organiser des conférences et d'assurer la visibilité de la coopération européenne.

La mesure d'appui contribuera notamment à financer des activités et études destinées à soutenir la mise en œuvre des TEI, y compris dans le domaine de la communication et de leur valorisation.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Après un double cycle électoral majeur, la Côte d'Ivoire semble être sur la voie d'une **nouvelle période de stabilité politique** qui augure d'un nouvel **élan en matière de réformes** qui devraient conduire à une structure de l'économie encore plus diversifiée, plus durable et digitalisée, et donc attrayante pour les investisseurs.

La Côte d'Ivoire est le moteur économique de la région Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) mais beaucoup reste à faire en terme de développement humain. En effet, les inégalités sont fortes, la pauvreté touche encore 40 % de la population, le sous-emploi est élevé, le travail des enfants n'a pas disparu et il existe des fragilités entraînant des tensions sociales fortes. L'économie ivoirienne a poursuivi son dynamisme sur la période 2016-2019, avec une croissance moyenne de 6,9 %, en dépit d'un contexte mondial défavorable marqué notamment par les tensions commerciales et la baisse des cours des matières premières. En termes de croissance, l'année 2021 devrait être celle d'une reprise robuste. Les acquis macroéconomiques solides d'avant la crise, la diversification économique relative, et l'assouplissement de la position budgétaire au bon moment ont permis à la Côte d'Ivoire de se situer parmi la minorité des pays d'Afrique sub-saharienne qui maintiennent une croissance positive en 2020, présentement envisagée à 1,8 % et ce malgré la crise du COVID-19. En 2020, le déficit de la Côte d'Ivoire, initialement prévu à hauteur de 2,3 % du Produit Interieur Brut (PIB) a finalement atteint 5,6 %. Il est prévu que le pays retrouve la norme UEMAO de 3 % à partir de 2024. Afin de réaliser leurs objectifs de développement tout en préservant la discipline budgétaire, les autorités devront adopter une stratégie de mobilisation des recettes plus ambitieuse que par le passé.

Le pays demeure cependant caractérisé par d'**importantes fragilités structurelles**. Malgré le progrès récent dans des indices comme le Ease of Doing Business de la Banque Mondiale (position 110 en 2020), des avancées supplémentaires restent nécessaires en matière de **climat des affaires**, de gestion des **finances publiques** et de qualité de main d'œuvre pour faciliter le maintien d'un haut niveau de croissance et permettre à l'État de mieux assurer ses fonctions régaliennes et sociales. Corrélat au **changement climatique, la dégradation de l'environnement et la déforestation** sont un autre enjeu majeur ayant des impacts sur des secteurs clés de l'économie – le cacao, à lui seul, représente six millions d'emplois directs et indirects (soit quasiment 50 % des emplois par rapport à une population active estimée à 13,6 millions d'habitants). Enfin, la **sécurité intérieure** s'annonce comme un autre défi préminent pour les années à venir. En effet, la Côte d'Ivoire est adossée à des zones de conflit (frontières septentrionales) qui tendent à s'étendre sur son sol (multiplication d'actions offensives par des groupes terroristes à la frontière du Burkina Faso). À plus long terme les risques de phénomènes de radicalisation de la jeunesse ne sont pas exclus. Dans ce contexte, la confiance de la population dans les institutions, en particulier celles responsables de la justice et de la sécurité, et l'action de la société civile en faveur de la cohésion sociale seront des points clés.

La concomitance entre 5 ans de possible stabilité politique et le démarrage d'un nouveau cycle de programmation en 2021 constitue un « **momentum** » **intéressant** pour accompagner les efforts de la Côte d'Ivoire dans ses réformes structurelles. La Côte d'Ivoire est elle-même en phase de finalisation de son Plan National de Développement (PND) pour la période 2021-2025, qui permettra de faire coïncider les priorités respectives.

Enfin, il faut noter que la Côte d'Ivoire a présenté sous le 11^e FED un très bon taux d'absorption des fonds, avec déjà 70 % des fonds engagés dès 2016.

2.1.1 Cadre stratégique de l'action

La coopération UE-Côte d'Ivoire s'inscrit dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le Développement durable, de l'accord de Paris sur le changement climatique, dans le cadre de la Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union et dans le nouveau Consensus européen pour le Développement. Elle est guidée par les objectifs de l'Alliance Afrique – Europe, y compris en termes d'appui aux investissements et à l'emploi durable, notamment à travers le Plan d'Investissement Extérieur (PIE).

L'UE entend demeurer un partenaire et interlocuteur privilégié de la Côte d'Ivoire. Le maintien d'un dialogue politique ouvert permettra de définir, de manière concertée, les engagements réciproques qui guideront l'appui que l'UE apportera au programme de réformes, et d'évaluer régulièrement l'évolution de ce partenariat.

Principal pilier du budget de l'action extérieure de l'UE, l'Instrument européen pour le Voisinage, le Développement et la Coopération internationale (NDICI) s'appuie sur une programmation pour la période 2021-2027 qui se construit autour des cinq priorités suivantes :

- Le Pacte Vert: changement climatique, biodiversité, gestion des ressources naturelles, énergie renouvelable, systèmes alimentaires durables (de la ferme à l'assiette), économie circulaire, villes vertes et intelligentes, eau et océans.
- Les technologies numériques et le traitement des données: normes de réglementation, connectivité numérique, compétences numériques et entrepreneuriat, services à distance y compris administration électronique.
- L'Alliance pour le développement durable et l'emploi: investissement durable, climat d'investissement et environnement des affaires, éducation et les compétences, intégration économique régionale, commerce et mise en réseau.
- Gouvernance, paix, sécurité et stabilité : droits de l'homme et démocratie, état de droit et responsabilité, prévention des conflits, paix durable et résilience, lutte contre le terrorisme et le crime organisé.
- Partenariat pour la migration: causes profondes de la migration irrégulière et déplacements forcés, gestion de la migration, solutions durables pour les retours volontaires.

Certaines priorités transversales sont systématiquement prises en compte dans les actions, à savoir l'implication de la société civile, du secteur public, le secteur privé et des institutions financières; la promotion de l'égalité des genres et l'émancipation des femmes; l'augmentation du capital humain.

Sur base de ces priorités, du dialogue politique avec le Gouvernement de la Côte d'Ivoire et des priorités figurant dans le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) de la Côte d'Ivoire, le Programme Indicatif Pluriannuel 2021-2027 pour la République de Côte d'Ivoire a retenu les domaines prioritaires suivants : i) capital humain, ii) croissance inclusive et durable et iii) État de droit, gouvernance démocratique, paix et stabilité. Ces priorités s'articulent étroitement avec 3 TEIs : i) Cacao durable, ii) Transition bas-carbone et iii) Paix et stabilité.

Le PIP prévoit également une Facilité de Coopération qui soutiendra l'atteinte des objectifs du partenariat UE – Côte d'Ivoire. Cette Facilité constitue l'objet du présent document d'action.

2.1.2 Analyse des politiques publiques du pays partenaire/de la région

Le PND 2016-2020 avait pour ambition de consolider la stabilisation de l'État et de la société, d'opérer une transformation structurelle de l'économie à travers l'industrialisation du pays, et de générer une

croissance inclusive et partagée. Le PND 2021-2025 vise à accélérer la transformation structurelle de l'économie ; créer les conditions pour renforcer l'inclusion sociale ; doubler le produit intérieur brut (PIB) par habitant en 2030 et hisser la Côte d'Ivoire au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à l'horizon 2030.

D'une manière générale les résultats obtenus au cours du précédent PND apparaissent satisfaisant dans de nombreux domaines. C'est le cas notamment dans le domaine de la santé :

- Le taux de mortalité infanto-juvénile en Côte d'Ivoire diminue à un rythme plus rapide que lors de la dernière décennie (2005 : 125 ; 2012 : 108) mais il reste élevé à 96 ‰ en 2016, selon l'UNICEF ou à 88,8‰ en 2017. Près de 9 enfants sur 100 meurent ainsi chaque année avant d'atteindre l'âge de 5 ans.
- Le ratio médecin/10 000 habitants est passé de 0,9 en 2015 à 1,4 en 2018 pendant que le ratio infirmier/5 000 habitants a progressé de 1,7 à 2,3. Sur la même période, le ratio sage-femme/pour 3 000 femmes en âge de procréer est passé de 1,4 à 2,7.

Ces résultats ne doivent pas masquer le fait que de nombreux efforts sont encore nécessaires pour au moins égaler les performances des pays voisins sur de nombreux aspects comme notamment :

- Un indice de développement humain de 0,516 en 2018 qui reste en-deçà du niveau de l'Afrique subsaharienne.
- Des disparités de revenus restant fortement marquées avec un niveau de pauvreté accru dans le nord et particulièrement le nord-est (foyer de départ de la migration illégale). En 2018 le taux de pauvreté s'établit à 39,4 ‰. Il atteint plus de 60 ‰ dans certaines régions.
- Le taux de scolarisation en préscolaire est de 7,4 ‰ contre 19,2 ‰ en moyenne pour les pays africains et 73,2 ‰ au Ghana.

Le cas de l'éducation est représentatif de la situation en Côte d'Ivoire, le taux de scolarisation et le niveau atteint est inférieur à ses pairs alors que le budget par élève est un des plus élevé de la région. Cela révèle l'importance de la culture du résultat et du contrôle de la dépense publique. À ce titre le passage en budget programme sur 2020 s'avère particulièrement important pour améliorer l'efficacité de la dépense publique.

Au cours des années précédentes, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) avec l'Union européenne en chef de fil ont régulièrement mis en relief le besoin d'une meilleure cohérence entre les prévisions du PND, les allocations budgétaires et les réalisations. Les analyses ne sont pas complétées par une matrice d'actions prioritaires qui constitue pourtant une partie clé du document de base PND. Ainsi l'absence de recensement structuré des ressources et besoins ne permettent pas à la Côte d'Ivoire d'assurer le succès des objectifs fixés. La qualité de la dépense publique s'en retrouve pénalisée et sous optimale.

Pour les années à venir le PND est structuré autour des six (06) piliers suivants :

- Pilier 1 : Accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et le développement de grappes ;
- Pilier 2 : Développement du capital humain et promotion de l'emploi ;
- Pilier 3 : Développement du secteur privé et de l'investissement ;
- Pilier 4 : Renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale ;
- Pilier 5 : Développement régional équilibré, préservation de l'environnement et lutte contre le changement climatique ;
- Pilier 6 : Renforcement de la gouvernance, modernisation de l'État et transformation culturelle.

Aux ambitions de la CI en matière de développement se rajoute les défis de conserver la maîtrise de la région nord face à la pression des groupes terroristes armés.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

La Côte d'Ivoire est un pays pour lequel nombre de politiques intérieures et extérieures de l'UE sont pertinentes, tant le pays est d'importance dans la région et tant les thématiques prioritaires sont nombreuses. Elles nécessitent une bonne connaissance du contexte évolutif en vue d'assurer une programmation d'appui bien ciblée et bénéficient donc utilement d'études sectorielles, d'identification

ou de formulation pour des programmes de coopération. L'expérience des programmations précédentes a montré que la CI est l'un des pays où les données statistiques et les informations nécessaires dans différents secteurs sont peu fiables voir inexistantes. Cette faible disponibilité des informations rend difficile tout exercice de planification et de programmation efficace.

C'est aussi un pays avec un environnement politique et opérationnel qui peut fluctuer rapidement. L'évolution du contexte politique, sécuritaire ou encore sanitaire nécessite une adaptation régulière des programmes et de leur préparation. Les demandes du pays partenaire peuvent correspondre à des besoins non spécifiquement ciblés dans la programmation du PIP, mais importants techniquement, politiquement ou économiquement. Le recours à une Facilité de coopération flexibles'avère donc opportun.

Cet instrument doit permettre une mise en œuvre efficace et pertinente du Programme Indicatif Pluriannuel et des Initiative Équipe Europe auxquelles la Côte d'Ivoire participera; la tenue d'un dialogue politique et de politiques étroite ; ainsi que le renforcement de la visibilité et de la compréhension de l'Union européenne.

Parmi d'autres priorités, la Facilité de coopération donnera les moyens de répondre aux priorités et besoins suivants :

L'ampleur du changement climatique et le manque de préparation de la Côte d'Ivoire rendent le pays particulièrement vulnérable aux impacts du changement climatique. Le secteur du cacao sera particulièrement impacté par les effets du changement climatique, notamment la hausse des températures qui pourrait assécher les sols et réduire leur fertilité, obligeant de nombreux agriculteurs à déplacer leurs cultures vers des terres plus élevées, où les températures sont plus propices à la culture du cacao. Au niveau international, les différents acteurs s'accordent aussi sur la nécessité d'agir rapidement pour arriver à une transformation structurelle du secteur. La Commission européenne s'est dotée d'un nouveau cadre stratégique mettant très fortement en avant, à travers le Pacte Vert, les préoccupations croissantes des citoyens européens autour (i) de la préservation et la restauration de la qualité de l'environnement, (ii) de la lutte contre le changement climatique, (iii) de la promotion de l'utilisation efficace des ressources et (iv) du développement d'une responsabilité sociétale et environnementale de la part des opérateurs économiques des chaînes de valeurs notamment agroalimentaire (stratégie « De la fourchette à l'assiette »). La Facilité pourrait intervenir en appui aux actions dans le cadre du Green Deal et de la mise en œuvre des engagements du pays par rapport aux accords de Paris.

Le Plan d'Investissement Extérieur (PIE) constitue un objectif important dans le cadre du nouveau Partenariat UE-Afrique, mais en Côte d'Ivoire tant le climat des affaires que la préparation de dossiers bancables requièrent une assistance technique importante. La promotion d'investissements privés ou publics-privés se heurte souvent à l'insuffisance du cadre de gouvernance des secteurs concernés. La Facilité de Coopération permettra utilement d'accompagner les investissements sous le PIE par des actions visant à l'amélioration de la gouvernance sectorielle, par exemple sous la forme d'un appui technique à la finalisation de textes légaux ou réglementaires. Tel pourra être par exemple le cas pour l'Autorité de Régulation de l'Énergie, l'Autorité portuaire, l'amélioration du cadre légal des partenariats publics-privés ou encore le cadre légal du développement des télécommunications et de la digitalisation. Le soutien au dialogue public-privé, élément clé du troisième pilier du PIE, constituera un levier pour améliorer le climat des affaires, y compris avec une plus grande participation de la société civile et des représentants sectoriels dans l'élaboration des politiques publiques. Ces acteurs pourront être renforcés en capacité d'analyse et de plaidoyer, notamment dans les secteurs liés aux priorités du PIP.

La coordination des aides des acteurs européens nécessite d'être renforcée en vue de la mise en œuvre des TEI. L'action permettra de déployer les moyens et outils nécessaires pour renforcer la coordination sur le plan opérationnel et la communication entre les partenaires européens.

S'agissant de la jeunesse, elle n'a souvent pas accès à l'information concernant les programmes d'échange universitaires qui peuvent également nourrir le partenariat UE- Côte d'Ivoire. Ainsi, la promotion à grande échelle du programme Erasmus Mundus permettra non seulement de créer des opportunités pour les jeunes et les établissements d'enseignement supérieur, mais également de renforcer le lien entre l'Union européenne et la Côte d'Ivoire et sera également l'opportunité de communiquer sur les valeurs fondamentales de l'Europe.

L'importance de la présence et de la visibilité active de l'UE sur la scène médiatique constitue un facteur de promotion et de défense de ses valeurs fondamentales et des intérêts partagés de l'UE et de la Côte

d'Ivoire. Il est donc essentiel de pouvoir réaliser des actions de diplomatie publique et de communication, notamment à travers la présente Facilité.

L'exécution des projets requiert occasionnellement des audits ou des évaluations non prévues dans les contrats ou les conventions de financement et qui sont justifiées par une analyse de risque.

Enfin, des retards de travaux ou des re-contractualisations de travaux après résiliation de contrats non performants peuvent nécessiter de devoir contractualiser des missions de supervision initialement non prévues et pour lesquelles la date limite de contractualisation est dépassée ou les budgets épuisés.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les parties prenantes potentielles et les groupes cibles concernés par la Facilité de Coopération (FC) sont tous les acteurs concernés par le partenariat UE – Côte d'Ivoire.

Les **autorités nationales, l'UE et les Partenaires techniques et financiers** seront les co-bénéficiaires des études et autres outils sur des thématiques / secteurs spécifiques en vue d'une meilleure préparation et exécution des programmes sous le PIP.

La FC financera des actions de communication à destination du **grand public** pour promouvoir les objectifs et les résultats de la coopération européenne et plus largement du partenariat UE- Côte d'Ivoire, ce qui permettra une meilleure compréhension par la population ivoirienne et européenne du rôle de l'UE en Côte d'Ivoire et de la valeur ajoutée du partenariat UE- Côte d'Ivoire.

Dans le cadre du Plan d'Investissement Extérieur, il est prévu un important volet d'assistance technique, notamment sous ses piliers 2 et 3. Ainsi, le **secteur privé y inclus les entreprises européennes** bénéficieront de la réalisation d'études, de guides et d'autres outils pour mieux connaître les secteurs économiques avec des fortes perspectives de croissance et les opportunités d'investissement.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de contribuer au renforcement du partenariat Union Européenne - République de Côte d'Ivoire dans les domaines d'intérêt commun.

Les objectifs spécifiques (OS) sont :

1. Le renforcement de l'efficacité de l'aide européenne
2. L'amélioration de la visibilité et de la compréhension de l'Union européenne
3. L'Union européenne est positionnée comme partenaire stratégique sur les sujets d'intérêt commun.

Les produits attendus sont :

En lien avec l'OS1 :

- 1.1. Les programmes découlant du PIP sont de meilleure qualité et en synergie avec la programmation régionale et intègrent l'approche basée sur les droits et la dimension genre.
- 1.2. Les thématiques du PIP et les priorités stratégiques du partenariat UE – Côte d'Ivoire sont promus.
- 1.3. Les mécanismes de coordination de l'aide sont renforcés (coordination UE – Côte d'Ivoire ; coordination UE — partenaires européens ; coordination UE — partenaires techniques – Côte d'Ivoire).
- 1.4. Des opérations de soutien à l'investissement en Côte d'Ivoire sont financées et des mécanismes d'investissements verts innovants sont développés.

En lien avec l'OS2 :

2.1. Une visibilité accrue des objectifs et résultats de la coopération UE-CI, des objectifs globaux de l'UE ainsi que de son agenda multilatéral, auprès des autorités et de la population en général, notamment les jeunes, les femmes, la société civile et les groupes marginalisés.

En lien avec l'OS3 :

3.1. Le dialogue politique et de partenariat est davantage approfondi.

3.2. Des initiatives innovantes qui concourent à la réalisation des objectifs stratégiques de l'UE en CI et dans le monde y inclus pour les secteurs qui ne rentrent pas dans le cadre de la programmation pluriannuelle sont soutenues (TAIEX, TWINNING, ERASMUS+, Culture, etc.).

3.2 Activités indicatives

De manière indicative, **les principaux types d'activité** sont les suivantes. La liste de produits et activités est indicative et sera détaillée en fonction des besoins identifiés au cours de la mise en œuvre du PIP. Au vu de la nature transversale et multi-sectorielle de l'action, les activités listées ci-dessous sont liées à l'ensemble des produits attendus de la Facilité de Coopération :

- Mobilisation d'experts à court et moyen termes pour l'assistance technique couvrant différents domaines/secteurs, pour le contrôle et de vérification (audit), l'évaluation ou la supervision
- Organisation de conférences, séminaires et formations ;
- Réalisation d'études et publication ;
- Réalisation d'activités de communication et visibilité ;
- Réalisation d'activités culturelles.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Au regard de la nature générale et transversale de l'Action visant à soutenir la bonne mise en œuvre de l'ensemble de la coopération UE-CI, la question environnementale et le changement climatique seront intégrés dans chaque composante de l'Action. Cependant, l'impact du mainstreaming n'est pas mesurable pour l'Action en tant que telle, mais plutôt au niveau de chaque programme de coopération que l'Action qu'elle viendra faciliter. Le renforcement des capacités du secteur public abordera également l'usage des outils et procédures vis-à-vis de l'environnement et du changement climatique.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. La dimension genre sera intégrée dans chaque composante de l'action sur base des orientations contenues dans le Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (PAG III) – 2021-2025.

Droits de l'homme

Au regard de la nature générale et transversale de l'Action visant à soutenir la bonne mise en œuvre de l'ensemble de la coopération UE-CI, l'approche basée sur les droits sera intégrée dans chaque composante de l'action. Cependant, l'impact du mainstreaming n'est pas mesurable pour l'Action en tant que telle, mais plutôt au niveau de chaque programme de coopération qu'elle viendra faciliter.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cependant s'agissant d'une mesure du support à la mise en œuvre du partenariat UE – Côte d'Ivoire, des études et des expertises pourraient

être mobilisées afin d'améliorer la prise en compte des personnes souffrant d'handicaps dans les projets de développement et plus généralement dans l'action européenne en Côte d'Ivoire.

Démocratie

La promotion de la démocratie n'est pas un objectif directement visé par cette action. Cependant, s'agissant d'une mesure du support à la mise en œuvre du partenariat EU – Côte d'Ivoire, des études et des expertises pourraient être mobilisées en matière de processus démocratique et participation citoyenne afin d'améliorer la prise en compte de ces aspects dans les projets de développement et plus généralement dans l'action européenne en CI.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

La prévention des conflits et la promotion de la paix ne sont pas des objectifs directement visés par cette action. Cependant, s'agissant d'une mesure du support à la mise en œuvre du partenariat UE – Côte d'Ivoire, des études et des expertises pourraient être mobilisées en matière de prévention de conflits et de promotion de la résilience des populations afin d'améliorer la prise en compte de ces aspects dans les projets de développement et plus généralement dans l'action européenne en Côte d'Ivoire.

Réduction des risques de catastrophes

La réduction des risques de catastrophe n'est pas un objectif directement visé par cette action. Cependant, s'agissant d'une mesure du support à la mise en œuvre du partenariat UE – Côte d'Ivoire, des études et des expertises pourraient être mobilisées en matière de réduction des risques de catastrophes afin d'améliorer la prise en compte de cet aspect dans les projets de développement et plus généralement dans l'action européenne en Côte d'Ivoire.

Autres considérations, le cas échéant

Sans objet

3.4 Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
1. Environnement externe	Risque 1 : L'instabilité politique, sociale et juridique du pays	Élevé	Faible	La FC n'a pas vocation à financer des activités coûteuses sur une longue durée. Une éventuelle suspension des activités ne devrait donc pas entraîner de risques fiduciaires ou d'impact majeurs. La gestion de la FC sera centralisée.
1. Environnement externe	Risque 2 : Le dialogue politique avec le Gouvernement est limité.	Moyenne	Moyen	Le dialogue de partenariat actuel est régulier mais l'atteinte des objectifs fixés par le gouvernement est obéré par le manque de moyens budgétaires de l'État. Certains partenaires techniques et financiers sont peu portés sur une coordination avec les autres partenaires, ce qui peut

				négativement influencer la qualité du dialogue politique. L'UE préside de nombreux Groupes de Coordination des Partenaires et finance occasionnellement des appuis techniques à ce groupe.
2. Ressources humaines et organisations	Risque 3 : L'absence d'amélioration du climat d'investissement	Moyenne	Moyen	Tous les partenaires de la CI convergent dans leur dialogue politique sur la nécessaire amélioration du climat des affaires. Mais outre l'appui à la réforme générale de la gestion des affaires publiques, les appuis UE aux finances publiques visent à se concentrer sur des réformes ou améliorations ciblées permettant des gains en efficacité de la dépense publique et donc des services de l'État.
1. Environnement externe	Risque 4: Instabilité macroéconomique	Moyenne	Moyen	Le Fond Monétaire International (FMI) lie son appui à une discipline budgétaire et macroéconomique. Le financement de la lutte contre la COVID-19 a dégradé le ratio de dette/PIB qui reste dans les limites acceptables. La CI n'ayant plus de marge de manœuvre toute instabilité mettra en péril l'équilibre des comptes publics.

Enseignements tirés:

Dans le cadre du 9^e Fonds Européen de Développement (FED), deux conventions de financement relatives aux Facilités de Coopération Technique (FCT) I et II ont été mises en œuvre. Dans le cadre du 10^e FED, deux autres conventions de financement relatives à la FCT III et la FCT IV ont été exécutées. Elles ont été d'une grande importance, principalement pour réaliser des études et apporter divers appuis institutionnels dans la mise en œuvre des projets en cours, l'identification de nouveaux projets, l'organisation des études préparatoires à la programmation du 10 et 11^e FED et la réalisation des audits et évaluations. Dans le cadre du 11^e FED, deux conventions de financement relatives à la FCT V et FCT VI ont été signées, dont la mise en œuvre est en cours.

L'historique d'utilisation des FCT et les budgets importants démontrent à suffisance l'utilité qu'elles ont eues. Elles démontrent également l'ampleur des besoins et la difficulté à identifier ces besoins plusieurs années à l'avance et donc l'utilité du caractère flexible de cet outil. La CI présente par ailleurs un profil de risque élevé dans divers domaines, qu'ils soient sécuritaires, macroéconomiques, politiques et fiduciaires. Le Programme Indicatif Multiannuel doit donc rester flexible et pouvoir être ajusté en fonction de l'évolution de ces risques et des besoins émergents. Le cas échéant, la Facilité de Coopération permettra de réaliser des études ou identifications visant à l'adapter ou le réorienter.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente à cette action est de soutenir le partenariat UE- Côte d'Ivoire.

SI les ressources et les capacités requises pour la mise en œuvre des activités de soutien décrites dans le cadre de cette action sont disponibles et bien utilisées, **ALORS**, la mise en œuvre du PIP sera facilitée et l'UE sera mieux renseignée et placée pour renforcer son rôle stratégique et politique en tant que partenaire clé de la Côte d'Ivoire, ainsi que son rôle en tant qu'investisseur.

SI l'UE augmente sa visibilité et son importance stratégique globale dans le cadre du partenariat UE- Côte d'Ivoire et en supposant que le gouvernement ivoirien continue de s'approprier des interventions soutenues par l'UE, **ALORS** l'UE sera en mesure de maintenir et accroître son influence auprès de la Côte d'Ivoire et de la communauté des partenaires de développement et accroître sa crédibilité dans l'identification de solutions politiques aux problématiques de développement de la Côte d'Ivoire.

SI l'UE, grâce à cette action, est mieux à même d'accroître son influence, de mieux s'engager auprès de la société civile et de devenir plus visible, et tant qu'il n'y a pas de facteurs externes majeurs affectant la mise en œuvre des activités prévues (instabilité politique/sécuritaire et/ou socioéconomique), **ALORS** l'action atteindra l'impact souhaité, soit l'efficacité de l'aide européenne y inclus les TEI, la diplomatie publique et le dialogue politique seront renforcés.

C'est **PARCE QUE** les acteurs extérieurs à l'UE et partenaires ont été dûment impliqués, mobilisés, sensibilisés et informés pour assurer la correcte appropriation des programmes et promouvoir l'influence de l'UE que la mise en œuvre et la durabilité des programmes sont assurées et que le rayonnement de l'UE est promu.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Compte tenu de la nature de cette action, une matrice de cadre logique n'est pas requise au niveau de l'action.

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Côte d'Ivoire

4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date de conclusion d'une convention de financement. La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE³.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

4.3.1 Gestion directe (subventions)

4.3.1.1 Subvention de Jumelage

Subventions: (Gestion directe)

a) Objet de la(des) subvention(s)

L'objectif de la subvention de jumelage est de renforcer le Partenariat Union européenne - République de Côte d'Ivoire dans les domaines d'intérêt commun inscrits dans le Programme indicative pluriannuel ainsi que dans les domaines où l'UE possède une compétence particulière (OS 3).

b) Type de demandeurs visés

Pour les subventions de jumelage, les demandeurs doivent être des administrations d'États membres de l'UE ou des organismes mandatés par celles-ci.

4.3.1.2 Subvention de fonctionnement

Subventions: (Gestion directe)

a) Objet de la(des) subvention(s)

L'objectif de la subvention de fonctionnement est d'accompagner les autorités nationales dans la coordination stratégique et opérationnelle, ainsi que dans la promotion des programmes et priorités de l'UE en Côte d'Ivoire (OS 3).

b) Type de demandeurs visés

Pour la subvention de fonctionnement, les demandeurs doivent être des administrations désignées par le gouvernement de la Côte d'Ivoire dans le cadre du suivi et du renforcement du partenariat EU – Côte d'Ivoire.

4.3.2 Gestion directe (passation de marchés)

Plusieurs passations de marchés sont prévues pour répondre à l'objectif global de renforcer le Partenariat Union Européenne - République de Côte d'Ivoire dans les domaines d'intérêt commun.

Concernant l'OS 1, il s'agira de passations de marchés afin : (i) de mobiliser des assistants techniques / experts en appui aux activités de coopération et de partenariat, ii) de réaliser des études ; (iii) de recruter un prestataire pour la réalisation de rencontres, séminaires et formations ; (iv) d'accroître la participation de la Côte d'Ivoire au programme Erasmus+.

Concernant l'OS 2 il s'agira de recruter des prestataires en charge de la conception et mise en œuvre de la stratégie communication et de valorisation des actions de l'UE en Côte d'Ivoire.

Concernant l'OS 3, il s'agira de recruter des prestataires (i) en appui aux activités de diplomatie publique et de dialogue politique et de politiques et (ii) pour identifier, préparer et accompagner des initiatives innovantes qui concourent à la réalisation des objectifs stratégiques de l'UE en RCI et dans le monde.

Le prestataire en charge de la visibilité aura une expérience et une connaissance des règles de visibilité de l'UE ainsi que des pratiques de marché destinées à assurer une visibilité de qualité sur l'ensemble des actions menées par l'UE.

4.4 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI - Europe dans le monde).

4.5 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 3	
Objectif spécifique 1 composé de	2 555 000
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.3.2	2 555 000
Objectif spécifique 2 composé de	1 500 000
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.3.2	1 500 000
Objectif spécifique 3 composé de	3 200 000
Subventions de jumelage (gestion directe) – cf. section 4.3.1.1	1 500 000
Subventions de fonctionnement (gestion directe) – cf. section 4.3.1.2	1 200 000
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.3.2	500 000
Evaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	200 000
Provision pour dépenses imprévues	745 000
Totaux <i>Subventions: enveloppe totale section 4.3.1: EUR 2 700 000</i> <i>Passation de marché: enveloppe totale section 4.3.2: EUR 4 555 000</i>	8 200 000

4.6 Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

En étroite coordination avec la Côte d'Ivoire, les mesures au titre de cette action sont mises en œuvre par la Commission, les contractants, les bénéficiaires de subventions et/ou les entités mandatées. Des obligations contractuelles appropriées seront incluses dans la convention de financement, les contrats de service et de subvention.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Le suivi et l'évaluation prendront en compte l'égalité des sexes et l'impact sur les droits des personnes en situation de vulnérabilité et l'application des principes fondée sur les droits (respect des droits humains ; participation inclusive ; non-discrimination et égalité ; responsabilité et état de droit pour tous ; et transparence et accès à l'information étayés par des données détaillées).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Les partenaires de mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et constatations émanant des rapports d'analyse et de suivi et décident conjointement des actions de suivi à entreprendre et des ajustements nécessaires avant l'approbation des rapports finaux. Les rapports pertinents doivent être régulièrement partagés avec le pays partenaire et les autres parties prenantes clés.

5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation ne sera pas effectuée pour cette action, ou une de ses composantes.

Dans le cas où une évaluation n'est pas envisagée, la Commission peut quand même, au cours de la mise en œuvre des actions, décider de procéder à une telle évaluation pour des raisons dûment justifiées, soit de sa propre décision, soit à l'initiative du partenaire.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée :

- Sur le plan régional et mondial, les montants alloués à la communication stratégique et de diplomatie publique seront gérés depuis le siège.
- Sur le plan national, les documents d'action pour les programmes sectoriels spécifiques ne doivent plus inclure une disposition pour les activités de communication promouvant les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale. À cette fin, les Délégations élaboreront dans un premier temps un plan de communication stratégique et de diplomatie publique qui reflètera les objectifs de la Délégation dans son ensemble dans ce domaine. Ces plans couvriront dans un premier temps la période allant jusqu'à l'évaluation de mi-parcours. Les plans seront modifiés et étendus le cas échéant lors de l'évaluation de mi-parcours.

Communication et visibilité pour l'Union européenne en Côte d'Ivoire : stratégie et objectifs

L'objectif général est d'accroître la sensibilisation pour la compréhension et le soutien de l'UE et de ses actions en Côte d'Ivoire, en particulier auprès du public ivoirien,

Mettre en place une stratégie globale de communication et de visibilité du partenariat entre l'Union européenne et la Côte d'Ivoire, y compris la stratégie annuelle de la Délégation de l'UE en Côte d'Ivoire et celle des projets.

Communiquer efficacement sur l'Union européenne au public ivoirien, ses valeurs et les bénéfices des relations UE-Côte d'Ivoire.

Communiquer et assurer la visibilité sur un partenariat:

- a) Intégrant un véritable dialogue politique sur des enjeux d'intérêt commun, au-delà des aspects de la coopération;
- b) Dépasant la coopération classique (de type projet) pour appuyer les réformes du gouvernement (appui budgétaire);
- c) Basée sur des valeurs universelles partagées et le vivre ensemble.

Sensibiliser le public ivoirien aux programmes de l'UE.

Améliorer l'impact des activités de visibilité des projets financés par l'UE à court, moyen et long terme sur la vie des populations et le développement du pays.

Le contrat aidera la Délégation de l'UE en Côte d'Ivoire (DUE) à communiquer efficacement sur l'UE, ses activités et leur impact dans le pays. La communication sera moins bureaucratique, plus accentuée sur le côté humain, contenant des messages personnels qui "touchent" les gens. Une communication conjointe avec les États membres de l'Union européenne sera encouragée.

Étant donné le niveau faible de compréhension de l'action de l'UE en Côte d'Ivoire auprès du public ivoirien comme stipulé précédemment, la démarche de visibilité nécessite une approche à deux volets. Ceci permettra d'atteindre (i) une connaissance et une compréhension sur ce qu'est l'UE ainsi que, (ii) une connaissance et compréhension spécifique sur les projets de coopération de l'UE dans le pays.

Afin d'améliorer l'image de l'UE et de créer un plus fort impact auprès de la population ivoirienne, le contractant devra assurer le maintien des canaux de communication en rapport aux différents projets et activités de l'UE.

Il sera notamment demandé de maintenir une présence dans les médias et les réseaux sociaux.

- a) Suivi et évaluation de l'image de l'UE dans les médias ivoiriens. Tant sur les classiques que sur les nouveaux médias pendant la durée du contrat. Un rapport semestriel est attendu avec les tendances de notre activité;
- b) Assurer une bonne relation avec les médias locaux et internationaux. Pour cela, il faudra faire une analyse des médias importants ainsi qu'une prospection des contacts clés afin qu'ils soient à notre disposition lors de nos événements;
- c) Organiser des conférences de presse sur des sujets spécifiques liés à l'actualité ivoirienne ou européenne. Pour cela, il faudra apporter un conseil sur la dissémination de l'information, préparer des briefings informels et assurer un reporting ex post;

Les produits livrables comprendront la conduite de campagnes d'information ciblées, l'organisation d'événements publics à grande échelle et le développement de produits de communication pertinents et efficaces, y compris des documents et des articles de haute qualité sur les médias sociaux.

Pour chaque campagne, le contractant assurera la coordination avec les gestionnaires des projets financés par l'UE et les ministères concernés du gouvernement pour élaborer une stratégie de campagne spécifique (une liste des parties prenantes sera fournie par la DUE à la première réunion avec le contractant) en lien avec les activités financées par l'UE dans ce secteur.

De même, le contractant veillera à faire la prospection et mobilisation de fonds supplémentaires pour l'ensemble des campagnes avec les partenaires qui partagent les valeurs de l'UE.

Le nombre de campagnes restant à définir avec le prestataire.

La cible prioritaire sera la population ivoirienne tant a Abidjan que dans les 13 autres districts. A cet effet les actions de communication de terrain seront essentielles. Il sera interessant de cibler les villes par lesquelles l'UE Magic Tour sera intervenue afin de tirer profit de l'elan obtenu. Il sera important de beneficier des experiences de ce projet pour preparer au mieux des actions de terrain à venir.

En vue d'accroitre la perception positive de l'UE, des partenariats avec certaines ONG et/ou OSC devront etre envisages.

Les groupes ciblés dépendront des thématiques des campagnes.